



Rapport de la Première Réunion du Comité Technique de Concertation

Projet Régional HEA Sahel

20-21 février 2013

Résidence Mamounes – Dakar – Sénégal

Avec le soutien financier de la Direction Générale
de l'Aide Humanitaire et de la Protection Civile
de l'Union Européenne (ECHO) :



Aide humanitaire
et Protection civile

Sommaire

1. Introduction	3
2. Points essentiels de discussion par session	4
2.1. Ouverture de la réunion	4
2.2. Revue critique de l'approche HEA	5
2.3. La cartographie des zones, limites et contraintes	6
2.4. L'avancement du projet dans les différents pays	7
2.5. Communication du projet	8
2.6. Présentation du rapport d'évaluation externe 2012	10
2.7. L'exemple du LIU en Ethiopie	11
2.8. L'exemple du Burkina Faso	11
2.9. HEA et Résilience	12
2.10. HEA et Cadre Harmonisé	12
2.11. Les autres projets de renforcement de l'alerte précoce au Sahel	13
2.12. Vision du projet	13
2.13. La formulation de la prochaine phase du projet	14
3. Conclusions et perspectives	16
3.1. Conclusions	16
3.2. Perspectives	17
4. Synthèse des recommandations principales	18
4.1. Recommandations à court terme (mars - juin 2013)	18
4.2. Recommandations à moyen terme (juillet 2013 - décembre 2014)	21
5. Prochaines réunions	23
5.1. Dates et lieu	23
5.2. Contenu	23
5.3. Participants	23
5.4. Prise en charge	23

1. Introduction

La mise en place du Comité Technique de Concertation (CTC) s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coordination technique et stratégique du projet régional HEA. Ce projet est mis en œuvre depuis mai 2010 et 3 phases de financement d'ECHO se sont succédé (phase I : mai 2010 – septembre 2011 ; phase II : décembre 2011 – juin 2012 ; phase III : juillet 2012 – juin 2013, en cours). Une modification de l'agrément entre ECHO et Save the Children a été acceptée le 1^{er} février 2013 dégageant 100,000 euros supplémentaires pour :

- Renforcer la coordination entre les partenaires par l'organisation d'ateliers régionaux de consolidation des résultats et par la mise en place du CTC ;
- Améliorer les outils et produits de communication technique et non technique (production d'une brochure de présentation et de notes de synthèse pays et régionale, mise à jour et amélioration du site internet www.hea-sahel.com) ;
- Consolider les données présentées dans les 53 profils de référence HEA disponibles dans le Sahel (Burkina : 13 ; Mali : 8 ; Niger : 16 ; Nigeria : 3 ; Sénégal : 2 ; Mauritanie : 5 ; Tchad : 6) sous la forme d'une Atlas des Moyens d'Existence.

Cette réunion était la première opportunité depuis mai 2010 pour tous les partenaires et le bailleur de fonds de faire une synthèse de ce qui a été fait jusqu'à présent et d'orienter la poursuite de l'initiative selon les contraintes et les opportunités actuelles. Elle a eu lieu les 20 et 21 février 2013 à la Résidence Mamounes à Dakar et a réuni 16 participants des ONG partenaires (ACF-Espagne, Intermon Oxfam, Oxfam GB, Save the Children), du PAM, de FEG Consulting et d'ECHO. Les représentants de deux organisations invitées n'ont pas assisté à la réunion : FEWSNET qui s'est excusé et le centre Agrhymet (CILSS) qui n'a pas donné suite à l'invitation. Le projet a pris en charge les coûts associés au déplacement de tous les points focaux HEA.

Le HEA et son produit dérivé pour l'alerte précoce (analyse saisonnière ou « outcome analysis ») permettent une compréhension fine de l'économie des ménages et des risques auxquels ils font face. Ce cadre d'analyse prend une place importante notamment pour la mise en œuvre de programmes de filets sociaux saisonniers et de protection sociale qui composent les débats actuels sur les enjeux de la sécurité alimentaire au Sahel. Le renforcement de l'analyse de la situation au sein du Cadre Harmonisé (CH) et du lien entre l'information et l'action s'inscrivent aussi dans le cadre plus large posé par AGIR au Sahel.

La phase III du projet, intitulée « Renforcement des capacités des acteurs sahéliens de la sécurité alimentaire en HEA pour réduire la malnutrition infantile aiguë », a pour objectif principal d'augmenter la résilience des ménages vulnérables en améliorant l'analyse de la vulnérabilité et permettant une meilleure planification de la réponse alimentaire dans sept pays du Sahel.

Les résultats attendus à l'issue de la première réunion du CTC étaient :

- **Evaluer le niveau d'avancement** de la mise en œuvre des activités et partager la planification de la phase en cours ;
- Initier les débats sur les **orientations stratégiques** du projet, dégager une vision et des recommandations à court (d'ici juin 2013) et moyen terme (juillet 2013 – décembre 2014) pour y parvenir ;
- Valider les premiers **outils de communication** du projet ;
- Proposer une liste des **activités prioritaires de la prochaine phase** du projet et planifier le développement de **demande de financement** pour la phase suivante.

2. Points essentiels de discussion par session

2.1. Ouverture de la réunion

Jour 1 - Natasha Quist, directrice régionale, Save the Children

Points essentiels :

La directrice régionale de Save the Children pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale a affirmé l'engagement de l'organisation à mener à bien cette initiative sur le long terme et la dimension stratégique qu'elle comporte. A son niveau, des messages de plaidoyer simples mais percutants peuvent être adressés au niveau des partenaires de mise en œuvre, des bailleurs de fonds institutionnels, des Etats et de leurs gouvernements et des représentations diplomatiques basées à Dakar ou ailleurs dans la région.

Save the Children invite donc les partenaires de mise en œuvre présents à :

- Souligner les insuffisances et manquements du projet, dans un esprit de collaboration franche et ouverte ;
- Rendre le HEA accessible aux non-techniciens de la sécurité alimentaire afin d'atteindre et d'intéresser un public le plus large possible. De gros efforts de communication doivent être faits et notamment produire une plaquette simple qui puisse être distribuée largement ;
- Manifester leurs besoins d'assistance sur le plaidoyer et pour influencer les Etats et leurs gouvernements et pour identifier les fonds nécessaires à atteindre les objectifs ambitieux de cette initiative HEA Sahel ;
- Impliquer davantage les bureaux pays de Save the Children dans ce projet et dans les pays où Save the Children n'est pas responsable de la mise en œuvre ;

Discussions :

- Le HEA devient progressivement un **outil incontournable** de l'analyse de la sécurité alimentaire des ménages mais les résultats générés ne sont pas suffisamment intégrés dans les autres analyses. Il faut y remédier rapidement pour donner à cette approche l'importance qu'elle mérite. Tous les acteurs de la sécurité alimentaire et de l'alerte précoce doivent être capables de comprendre les avantages et les limites du HEA ;
- L'**implication financière des Etats** est importante pour porter cette initiative dans le futur. Il est nécessaire d'arriver à un stade où un ancrage institutionnel adéquat lui donne la légitimité nécessaire pour une utilisation généralisée ;
- Il est urgent d'**augmenter les ressources** dédiées à ce projet, autant dans chaque pays de mise en œuvre (une personne à temps plein par pays au minimum), qu'au niveau de la coordination régionale (plusieurs personnes à temps plein). ;
- Le **partenariat** ONG, NU, Gouvernements sur une composante technique de l'analyse de la sécurité alimentaire est l'innovation de ce projet. Il est essentiel d'en tirer le maximum en intégrant les compétences et expertises spécifiques de chacune des organisations :
 - (i) le PAM dispose d'une capacité de développement de modules de formation, de cartographie et un mandat d'appui technique aux Gouvernements ;
 - (ii) Oxfam est bien positionné sur le plaidoyer au Sahel ;
 - (iii) ACF est un acteur majeur de la nutrition en Afrique de l'Ouest ;

- (iv) Save the Children et FEG Consulting ont la capacité technique nécessaire en HEA et analyse saisonnière.

2.2. Revue critique de l'approche HEA

Jour 1 – Julius Holt, consultant FEG Consulting (FEG_HEA_Introduction.ppt)

Points essentiels :

- Le Sahel envisage en 2013 de mettre en place un système sous-régional d'alerte précoce prenant en compte certains indicateurs dérivés du HEA alors que premier profil de référence a été réalisé en 2007 au Niger. Le cadre d'analyse est bien adapté aux besoins des utilisateurs et repose sur une **méthodologie simple, robuste et évolutive**. Son acceptation a été plus rapide qu'en Afrique de l'Est et son utilisation doit se généraliser. Certaines réserves sur la représentativité de l'approche devront être résolues.
- L'absence de prise en compte d'un **indicateur du pouvoir d'achat** des ménages est une des faiblesses principales des systèmes d'alerte précoce actuels au Sahel. L'économie des ménages ruraux est de plus en plus marchande et la production agricole ne suffit plus à estimer leur niveau de sécurité alimentaire. Pour mesurer le pouvoir d'achat des ménages et intégrer un indicateur dans l'alerte précoce, il faut connaître les revenus (sources et quantité), les prix des aliments de base, les besoins alimentaires couverts par les achats sur les marchés locaux et les dépenses essentielles. Un profil de référence HEA permet de capturer tous ces paramètres et peut donc servir à modéliser le pouvoir d'achat. C'est la valeur ajoutée du HEA dans la mesure où aucun autre cadre d'analyse des moyens d'existence n'y parvient à ce jour.
- Lorsque les données des profils sont utilisées pour modéliser des analyses saisonnières les **stratégies d'adaptation** (« coping mechanisms ») des ménages ont une influence significative sur le résultat du calcul du déficit. Leur collecte sur le terrain doit faire l'objet d'une attention particulière. Les profils de référence pourraient même être renforcés par une analyse plus fine et la collecte de davantage de détails (p.e. formulaire supplémentaire par groupe de richesse pour une meilleure quantification de l'expansibilité).

Discussions :

- Le HEA est un **cadre d'analyse empirique perfectible**. Une de ses forces est de pouvoir être amélioré de manière continue. Les suggestions indiquées dans ce rapport seront prises graduellement selon les priorités perçues par les partenaires.
- **Maintenir la qualité des analyses** : c'est l'enjeu majeur du projet en cours et il en va de la crédibilité de l'approche. Le constat a été fait que les derniers profils de référence réalisés au Sahel par les experts régionaux tendent à gommer certains détails et ne décrivent plus le dynamisme des stratégies des moyens d'existence. En général les parties sur l'historique, les trajectoires, l'analyse des marchés, les risques auxquels font face les ménages et les stratégies d'adaptation sont faibles. Une nouvelle approche de l'assurance qualité du projet et de ses produits doit être amorcée dans les prochaines étapes notamment sous la forme d'une revue systématique des produits par des experts internationaux (dont FEG Consulting).
- **Renforcement de la formation** : l'approche n'est pas encore suffisamment connue et comprise par les techniciens de la sécurité alimentaire et par les décideurs à tous les niveaux. Dans un premier temps, le projet doit travailler à conserver et approfondir la base existante de connaissances (p.e. experts régionaux). Ensuite, et à mesure que le HEA sera institutionnalisé dans les SAP et les agences partenaires, le projet devra impliquer

des universités, des centres de formation pour rendre l'approche accessible au plus grand nombre. En ce qui concerne les décideurs, des matériaux de communication appropriés doivent être pensés, développés et disséminés largement.

- **Le HEA et les autres débats en cours** : l'approche a le potentiel de contribuer à certains débats du développement rural, mais l'approche est jusqu'à présent limitée à une utilisation pour l'alerte précoce et permet de mieux comprendre les enjeux micro économiques structurels des ménages. Certains liens sont à approfondir selon les besoins, tels qu'en protection sociale (ciblage, graduation), sur la résilience (renforcement des systèmes, mesure de la résilience), sur le changement climatique et la réduction de risques.
- **HEA en zone urbaine** : jusqu'à présent seuls existent les profils urbains d'Abidjan et de Nouakchott périurbain cependant les zones urbaines représentent plus de 40% de la population sahélienne en 2013. L'analyse des moyens d'existence et l'alerte précoce en sécurité alimentaire ne peut plus se limiter aux zones rurales. En zone urbaine, les revenus sont le facteur principal de différenciation des catégories de ménages et les sources de nourritures sont plus homogènes qu'en zone rurale (100% provenant des achats). Le projet propose de tester l'approche HEA en zone urbaine (pour l'alerte précoce et la formulation de projets de développement) à moyen terme en sélectionnant des zones urbaines ou des strates sociales précises pendant une phase pilote. La méthodologie devra être adaptée et pourrait se baser sur des enquêtes individuelles.
- **Nombre de village enquêtés** : un profil de référence repose sur des entretiens semi-structurés en groupe. Le nombre de villages enquêtés varie de 8 à 16. Cet intervalle a été arrêté sur la base des expériences des premiers profils réalisés. Les résultats ne variaient plus significativement une fois ce nombre d'enquêtes réalisées. Le nombre de villages nécessaires pour avoir un profil « fiable » a été déterminé de manière empirique.

2.3. La cartographie des zones, limites et contraintes

Jour 1 – Julius Holt, consultant, FEG Consulting (FEG Zones de ME.ppt)

Points essentiels :

- Le **processus d'élaboration** d'une carte de zones de moyens d'existence est participatif et se base sur l'utilisation des connaissances des services décentralisés et centraux. Quelques visites rapides de terrain servent à écarter les doutes sur les limites de certaines zones. FEWSNET a le mandat et le financement nécessaire pour la production et la révision de ces cartes qui servent de base au développement de profils de référence et donc au projet régional HEA. La carte du Niger a été revue en 2012 et celle de la Mauritanie sera revue en avril 2013. Les cartes des autres pays seront progressivement affinées, et les profils de référence additionnels devront être développés.
- Pour l'utilisation du HEA au sein des systèmes d'alerte précoce nationaux, les profils de référence doivent être disponibles pour toutes les zones d'un pays pour effectuer des projections nationales et quantifiées. Dans tous les pays du Sahel, la priorité sera donnée au **développement de nouveaux profils de référence**, d'abord dans les zones structurellement vulnérables et ensuite dans toutes les autres zones.
- Certaines **zones sont trop vastes** pour être homogènes et devront être progressivement fractionnées. Il faut rechercher un équilibre entre un niveau de détail acceptable et des coûts de fonctionnement maîtrisés.
- L'utilisation du HEA au sein des systèmes d'alerte précoce nationaux implique la quantification des besoins immédiats des populations affectées et repose sur l'**estimation**

de la population totale vivant dans chacune des zones de moyens d'existence. Les limites des zones ne coïncident généralement pas avec les limites administratives N3 ou N4. Pour le Sahel, les villages ou groupements correspondent à l'unité de calcul de la population la mieux adaptée aux zones. Aucun pays n'est à ce stade capable de fournir un tel niveau de détail mais à terme tous devraient être en mesure d'y parvenir.

- La carte des zones du Sahel réalisée par FEWSNET comprend quelques **aberrations transfrontalières** notamment entre la Mauritanie et le Mali ; entre le Mali et le Niger et l'étendue de la zone agropastorale au Tchad vers le Sud. Les révisions futures des cartes permettront de corriger ces défauts pour arriver à une continuité satisfaisante des zones d'un pays à un autre.

Discussions :

- Le Niger a fait un essai de cartographie des zones de moyens d'existence selon les limites de communes. Le résultat est moyennement satisfaisant car certaines communes sont très vastes (particulièrement au Nord) et la précision des limites des zones a été perdue. Cet exemple confirme la nécessité de descendre aux **limites des villages** pour estimer la population et tracer le contour des cartes. C'est un travail à long terme qui nécessite la mise à disposition des données « shape file », la liste officielle des villages et les données de population par village. Ensuite un processus participatif avec les services techniques décentralisés et autorités locales – préfetures, sous-préfetures, mairies – permettra de décider la zone à laquelle appartient chaque village ou groupement. Dans un second temps, il faudra prendre en compte la mobilité de certaines populations pastorales.
- **Zones et ethnicité** : par exemple dans la zone ML06 (Mali) cohabitent des Songhaï, des Peuls et des pêcheurs Bozo qui ont une manière différente d'accéder à leurs moyens d'existence. Des exemples similaires sont disponibles pour tous les pays. Idéalement un profil de référence devrait exister par ethnie et par zone. Cela représente une bonne marge d'amélioration du système mais semble peu réaliste en termes de coûts à ce jour.
- Lors de l'élaboration des cartes, **la connaissance des zones pastorales est faible** et les participants ayant une bonne connaissance de ces zones sont sous représentés. Cela se traduit par une relative imprécision des limites, des caractéristiques principales et des possibles subdivisions de ces zones.
- **L'extrapolation des résultats** d'un profil de référence localisé à une zone entière pose problème. Cela peut être résolu par un processus consultatif sous l'autorité des SAP nationaux ou, comme au Burkina Faso, par une répartition géographique des villages enquêtés étendue à toute la zone de moyens d'existence.

2.4. L'avancement du projet dans les différents pays

Jour 1 – Points focaux HEA et coordination régionale, voir annexe 1 et présentations :

- Présentation mise en œuvre _BF
- Présentation mise en œuvre _ML
- Présentation mise en œuvre _MR
- Présentation mise en œuvre _NE
- Présentation mise en œuvre _NG
- Présentation mise en œuvre _SN
- Présentation mise en œuvre _TD

Points opérationnels principaux :

- **Diffusion des résultats et prise en compte dans les plans de réponse** : les résultats des analyses saisonnières qui ont été validées pour 3 pays doivent maintenant être

partagées et présentées aux différents ateliers nationaux et régionaux d'analyse de la situation alimentaire. Les points focaux participeront aux ateliers nationaux du CH (21 février – 03 mars 2013 pour tous les pays sauf Nigeria), et les résultats consolidés seront présentés à l'atelier régional du CH du 04 au 08 mars 2013 à Dakar.

- **Mises à jour des analyses saisonnières** : prévues du 01 au 30 avril 2013 dans chacun des pays avec une seconde consolidation régionale prévue à Dakar les 06 et 07 mai 2013. La collecte des paramètres clés sera améliorée, surtout en Mauritanie et au Tchad, et la seconde analyse au Mali prendra en compte l'impact de l'intervention militaire en cours.
- **Groupes de travail HEA** : ils ne sont pas réellement fonctionnels à l'heure actuelle et doivent être renforcés rapidement. D'ici le 01 mai 2013, Save the Children suggérera un brouillon de termes de référence du groupe de travail HEA qui sera appliqué à tous les pays.
- **Les rapports intermédiaires** : ils sont dus le 28 février 2013 pour tous les partenaires au bureau régional de Save the Children pour la période novembre 2012 – février 2013 et doivent comporter un narratif détaillé (activités menées à ce jour, des difficultés rencontrées, planification des activités jusqu'au 30 juin 2013) et un rapport budgétaire complet. Save the Children consolidera les rapports pour soumission au bailleur de fonds le 31 mars 2013.

Points techniques principaux :

- **Qualité des données secondaires** utilisées pour renseigner les analyses saisonnières, notamment au Tchad et en Mauritanie. Les paramètres qui posent le plus de problème sont les données officielles de production agricole, l'estimation de la variation de la taille des troupeaux, la variation de la rémunération et de l'offre de main d'œuvre agricole et non agricole, et les données fiables permettant de prendre en compte les effets des crises passées (endettement, ventes excessives de bétail, etc.). Pour la prochaine analyse qui doit avoir lieu dans chacun des 7 pays d'ici fin avril, l'approche repose sur une triangulation des informations secondaires par des discussions de groupes (FGD) avec les ménages des zones dans lesquelles chacun des profils avait été réalisé en présence des services techniques décentralisés (agriculture, élevage, plan, etc.).
- **Fiche de collecte des paramètres clés** : dans chaque pays, des fiches ont été développées sans être harmonisées (fond et forme). Le groupe a sollicité la coordination régionale du projet pour répondre aux questions techniques et pour assurer l'harmonisation des outils techniques et opérationnels (collecte, communication, gestion de projet).

2.5. Communication du projet

Jour 2 – Minielle Tall, consultante en communication, Save the Children

Points essentiels :

Les échanges entre parties prenantes lors des ateliers du 18 et 19 février 2013 et la tenue de la première rencontre du comité technique de coordination, nous ont permis de dégager deux préoccupations fondamentales relatives à :

- La nécessité d'élargir la compréhension de l'outil HEA à un plus large auditoire (décideurs, bailleurs);
- Le besoin d'établir une relation plus soutenue avec les SAP nationaux pour une meilleure appropriation de l'outil.

Pour rappeler l'utilité de l'outil HEA et favoriser la compréhension de son fonctionnement par un plus large auditoire, il faudrait :

- Élaborer une brochure de présentation accessible;
- Préparer une série de « quick notes » sur l'utilité de l'outil HEA-Sahel du point de vue : des partenaires de mise en œuvre, du bailleur, des SAP nationaux, des techniciens SA (qui l'emploient) – par écrit et en vidéos;
- Développer des *taglines* à même de proposer un résumé de chacune des 6 étapes HEA;
- Etablir un lien plus étroit avec les médias classiques et sociaux aux niveaux régional et national.

Pour accompagner la consolidation des liens (relations) établies entre les SAP nationaux et les partenaires de mise en œuvre (au niveau national), il faudrait :

- Concevoir une boîte à outils de l'expert HEA-Sahel à travers :
 - La présentation de l'outil et de ses différentes étapes ;
 - La présentation des bonnes pratiques HEA et des erreurs à ne pas commettre ;
 - L'élaboration d'une fiche de Q&A (réponses aux questions fréquentes).
- Développer des outils (fiches et catalogues de programmation pour l'année en cours) qui tiennent compte des calendriers nationaux ;
- Tenir le site web à jour et proposer une fenêtre d'expressions pour les techniciens.

Plan d'action :

TACHES	RESPONSABILITE	ECHÉANCE	RÉSULTATS ATTENDUS
Finalisation de la brochure générale de présentation et de la brochure technique pour envoi de courrier (lettres) de présentation	HEA-Sahel (SCI)	Mars 2013	Le projet est officiellement présenté aux cibles corporate, outils de comm à l'appui.
Actualisation du site web et intégration de nouvelles fonctionnalités web 2.0	HEA-Sahel (SCI) Zen-Dev (??)	Mars-Avril 2013	Le site offre une navigation plus intuitive, est régulièrement consulté autant par les cibles projet – que produit qui utilisent la fonction intranet.
Elaboration de la boîte à outils HEA-Sahel	HEA-Sahel (SCI) FEG	Avril- Juin 2013	Un livret d'introduction est conçu grâce à l'implication des PMO et des SAP.
Conférences de presse pour présenter le projet et l'outil et annoncer le démarrage de la nouvelle phase - au niveau des pays en collaboration avec tous les acteurs concernés	HEA-Sahel / Partenaires de mise en œuvre	Juin 2013	Une couverture médiatique nationale et régionale est assurée et reprise sur les réseaux sociaux.

Discussions :

- Partage des **produits de communication** avant diffusion et visibilité des partenaires (ONG et contrepartie gouvernementale). Les notes de synthèse par pays comporteront la visibilité des partenaires et les produits de communication (notes de synthèse, brochure de présentation) seront circulés par email aux partenaires en mars 2013 pour validation puis diffusion nationale ;
- Nécessité de développer une **stratégie de communication** en lien avec les perspectives du projet, identifiant les cibles et messages prioritaires, les produits les mieux adaptés et la planification correspondante à court et moyen terme ;
- La mise en œuvre de cette stratégie à court et moyen terme nécessite des ressources additionnelles. Jusqu'au 30 juin 2013, elles seront limitées et ne permettront de réaliser que 4 activités principales (cf. plan d'action).

2.6. Présentation du rapport d'évaluation externe 2012

Jour 2 – Jerome Bernard, conseiller sécurité alimentaire, Save the Children
Voir présentation : SCUK Résultats de l'Evaluation Externe HEA 2012.ppt

Points essentiels :

Les recommandations principales relatives au projet sont formulées autour de trois axes principaux :

1. Qualité de la planification stratégique et de la formulation ;
2. Gestion des connaissances et de l'apprentissage ;
3. Engagement des acteurs et représentation du projet.

Les recommandations stratégiques sont formulées autour de cinq axes principaux :

1. Revue complète des enjeux et besoins des SAP au Sahel ;
2. Améliorations conceptuelles et méthodologiques des approches existantes et des outils utilisés par les SAP ;
3. Plaidoyer et sensibilisation à l'approche HEA ;
4. Développement durable d'une expertise HEA au sein des SAP et au-delà ;
5. Appui technique et financier à l'institutionnalisation du HEA au sein des SAP.

Les principales opportunités en cours pouvant appuyer l'initiative HEA et auxquelles le projet pourrait contribuer sont :

- La revue méthodologique du CH lors de la réunion technique de janvier 2013, et l'intégration des seuils du HEA comme facteurs contributifs de la classification de phases de l'insécurité alimentaire ;
- La contribution du HEA et de ce projet régional aux objectifs d'AGIR et de la résilience ;
- L'appui de l'AFD au CILSS (2012-2017) pour, notamment, la prise en compte d'indicateurs de pouvoir d'achat des ménages dans le CH / alerte précoce ;
- L'entrée du CILSS au comité global de pilotage de l'IPC début 2012 ;
- L'intérêt de USAID / OFDA de contribuer au financement du projet régional ;
- L'appui en cours des DUE aux SISA ;
- La mise en œuvre de programmes de protection sociale à grande échelle (BM, DFID, 11ème FED) dans les pays du Sahel.

Discussions :

- L'**objectif général du projet est double** et vise le renforcement des capacités des acteurs ainsi que production d'information saisonnière d'aide à la décision. Le projet a

éprouvé quelques difficultés à combiner les activités de formation, d'alerte précoce et à travailler sur le lien avec la réponse.

- Le HEA est un outil complémentaire de l'alerte précoce : il ne peut être utile et utilisé que si une **information de qualité peut être produite à temps et à l'échelle**. Les trois axes principaux sont donc le maintien la qualité, l'augmentation de la couverture et l'intégration dans les systèmes en place.
- Save the Children va mettre en œuvre la **première recommandation stratégique** de l'évaluation (revue complète des enjeux et besoins des SAP au Sahel). Des TDR sont en cours de développement pour la mobilisation d'un consultant pendant environ 1 mois (revue de la littérature et entretiens avec les parties prenantes et acteurs principaux). Ils seront partagés avec les partenaires pour commentaires en mars 2013.

2.7. L'exemple du LIU en Ethiopie

Jour 2 – Julius Holt, consultant, FEG Consulting
Voir présentation : FEG Présentation LIU.ppt

Points essentiels :

- La Cellule d'Intégration des Moyens d'Existence (LIU) en Ethiopie a pour ambition d'améliorer la précision et l'objectivité des évaluations saisonnières et annuelles du SAP national à partir du cadre analytique HEA. Il a fallu achever le zonage des moyens d'existence pour tout le pays et développer des profils de référence pour chacune des 175 zones, puis développer des outils pour l'analyse HEA appliqué aux résultats des évaluations saisonnières, former les équipes nationales à différents niveaux administratifs aux techniques des profils de référence, des évaluations saisonnières, et de l'analyse des scénarios.
- Le LIU a reçu l'appui de la part d'un projet géré par FEG Consulting grâce à un financement d'USAID d'environ 5 millions de dollars pendant 5 ans. La majorité des ressources a été utilisée pour le travail de terrain et pour la formation. La Cellule disposait de 5 personnes employées à temps plein (un coordinateur international, un consultant expert en HEA / OA, deux experts nationaux, un secrétaire, un comptable, et une contrepartie gouvernementale au bureau du SAP).
- Le LIU a permis d'étudier 8 régions d'Ethiopie où plus de 56,000 personnes ont été interviewées au cours de ce projet. Plus de 1,000 personnes des services techniques gouvernementaux ont été formés (niveau district, régional et fédéral). Ce travail de fond a permis d'assurer la durabilité du système.

2.8. L'exemple du Burkina Faso

Jour 2 – Konate Sosthène, point focal HEA au Burkina Faso, Intermon Oxfam
Voir présentation IO DGPER Dispositif SAP BF.ppt

Points essentiels :

- Les outils d'analyse et de prise de décisions au Burkina Faso sont multiples et permettent une triangulation de l'information entre le bilan céréalier, le taux de couverture des besoins par prince, le bilan fourrager, les analyses des prix et des produits, les rapports de suivi qualitatif de la campagne agro pastorale, les missions conjointes et l'estimation des

besoins en assistance alimentaire aux populations vulnérables par l'analyse saisonnière basée sur le HEA.

- Les instruments de validation de l'information comprennent : (i) le Conseil des Ministres, (ii) le comité de prévision de la situation alimentaire (CPSA) qui se réunit en octobre-novembre et février-mars de chaque année, (iii) les missions conjointes Etat-partenaires de suivi et d'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages, (iv) la rencontre mensuelle de suivi et d'évaluation de la situation alimentaire (le deuxième mercredi de chaque mois), et (v) la validation des méthodes et des études (systèmes d'informations sectoriels).

2.9. HEA et Résilience

Jour 2 – Jan Eijkenaar, coordinateur AGIR, ECHO

Voir présentation : ECHO AGIR Sahel et HEA.ppt

Points essentiels :

- AGIR (Alliance Globale pour l'Initiative Résilience au Sahel) a été lancée officiellement le 6 décembre à Ouagadougou au cours d'une déclaration politique indiquant les principes, les priorités et les prochaines étapes de l'Alliance.
- La CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS (appui technique) dirigent l'initiative pour laquelle le secrétariat est assuré par le CSAO (OCDE). La Commission Européenne assure la cohésion des autres acteurs internationaux (Etats membres de l'UE, USAID, les NU, ONG) autour de l'initiative.
- L'objectif général est d'arriver à zéro faim au Sahel d'ici 20 ans en permettant aux ménages :
 1. Accès 100% adéquat à l'alimentation tout au long de l'année
 2. Eradication de la malnutrition chronique
 3. Durabilité des systèmes de productions alimentaires
 4. Augmentation de 100% de la productivité et des revenus des petits paysans (notamment des femmes)
 5. Zéro déchet et perte d'aliment
- Les interventions de l'Alliance ciblent en priorité les agriculteurs marginalisés, les pasteurs et agro pasteurs et travailleurs de l'économie populaire (agriculture, commerce, artisanat et petite industrie) en ne perdant pas de vue la fenêtre d'intervention de 1000 jours entre la conception d'un enfant et l'âge de 2 ans.

2.10. HEA et Cadre Harmonisé

Jour 2 – Naouar Labidi, conseillère régionale VAM, PAM

Voir présentation : PAM VAM Revision CH.ppt

Points essentiels :

- Les **étapes principales** pour que le HEA puisse systématiquement être intégré aux analyses du CH sont :
 1. Carte ZME valables, validées disponibles dans chaque pays ;
 2. Répartition de la population par ZME et par unité administrative disponible ;
 3. Dans chaque pays : profils de référence HEA disponibles et mis à jour pour toutes les zones de moyens d'existence ;

4. Communiquer clairement sur les hypothèses formulées sur les niveaux futurs des paramètres clé utilisés (p.e. prix projetés en période de soudure) ;
 5. Renforcement des capacités techniques en HEA (compréhension, appropriation) par tous les acteurs.
- Le projet peut répondre à certains **besoins immédiats du CH** en fournissant des informations uniques sur l'accès à la nourriture et sur l'atteinte des seuils de survie et de protection des moyens d'existence. En revanche les cartes de zones de moyens d'existence doivent être revues, la population nationale de chacun des pays doit être répartie par zone et pour l'unité administrative la mieux adaptée (village). Un état des lieux sur les profils disponibles et ceux à planifier en urgence doit être préparé et partagé. Il est essentiel de faire coïncider les calendriers des rencontres du CH avec les analyses saisonnières afin que ces résultats puissent informer le CH puis les réponses. Les résultats des analyses saisonnières sur la base des HEA doivent être systématiquement présentés à toutes les réunions du CH (national ou régional) pour ancrer l'outil et valoriser sa performance.

2.11. Les autres projets de renforcement de l'alerte précoce au Sahel

Jour 2 – Sigrid Kühlke, conseillère assistance alimentaire, ECHO (Voir annexe 1)

Discussions :

- La responsabilité de se mettre en lien avec les partenaires des différentes initiatives de renforcement des capacités d'analyse de la situation alimentaire dans chacun des pays revient aux points focaux HEA du projet régional. Les synergies devront être recherchées avec le projet régional HEA Sahel afin d'éviter le double financement d'activité, et pour assurer une bonne coordination des initiatives partageant le même objectif. Au niveau régional, Save the Children prendra la responsabilité d'assurer les synergies avec les autres initiatives régionales en alerte précoce.
- La matrice en annexe est un document vivant. Tous les partenaires sont invités à la mettre à jour et à communiquer les modifications ou ajouts aux autres partenaires. Lors des prochaines réunions du CTC, la matrice sera revue.
- Certaines initiatives sont identifiées comme prioritaires pour compléter les efforts du projet HEA Sahel. Ce sont celles avec lesquelles les synergies devront être recherchées avant la fin de cette phase du projet le 30 juin 2013.

2.12. Vision du projet

Vision à 5 ans

- A quoi voulons nous que le SAP au Sahel ressemble dans 5 ans (ou après) ?
 - Des systèmes d'alerte précoce nationaux et régional coordonnés prenant en compte au moins un indicateur du pouvoir d'achat des ménages, fournissant de l'information de qualité, à temps, à l'échelle (toutes zones) et liés efficacement aux mécanismes de réponse.
 - Cela implique la couverture complète du Sahel par des profils de qualité, des cartes mises à jour régulièrement, un système de collecte des paramètres clés et d'analyse saisonnière harmonisés et décentralisés pour une information des réponses à temps.
- Quelles sont les principales étapes entre maintenant et cet horizon ?

- Formation (théorique + pratique) du personnel technique et de prise de décision du Gouvernement (dont SAP), des ONG, du CILSS, des institutions académiques ;
 - Harmonisation des outils de collecte, d'analyse et partage d'expériences.
- Quels sont les principaux obstacles que nous risquons de rencontrer ?
 - La disponibilité des personnes ciblées pour la formation complète alors qu'il y a déjà une surcharge du personnel du SAP ;
 - L'appropriation par les SAP et la rotation des cadres nécessite un appui à long terme ;
 - Les Gouvernements doivent mettre un appui budgétaire à disposition des SAP pour qu'ils fonctionnent (au moins en partie) sur un budget propre ;
 - La mise en place d'un système parallèle de collecte de données pour informer les analyses saisonnières pourrait décrédibiliser l'approche, et l'amélioration des systèmes nationaux d'information doit se faire conjointement.

2.13. La formulation de la prochaine phase du projet

Le bailleur de fonds (ECHO) a exprimé en décembre 2012 son intention de financer le projet régional HEA pour une quatrième phase de consolidation des acquis et de poursuite du renforcement des SAP pour une durée de 18 mois. Cependant les ambitions du projet telles que discutées pendant cette première réunion du CTC montrent qu'il est inévitable de sécuriser une autre source de financement dans les meilleurs délais. L'autre piste évoquée à ce jour est l'*Office for Foreign Disaster Assistance* (OFDA) de l'USAID.

La nouvelle phase du projet sera développée entre le 22 février et le 31 mars 2013 en estimant que l'ensemble des fonds requis seront mis à disposition. Si les fonds mis à disposition ne suffisent pas, des arbitrages devront être faits.

1) Dates clés

Pour la préparation du document de projet de la prochaine phase (1er juillet 2013 – 31 décembre 2014):

#	Action	Date limite	Personne(s) responsable(s)
1	Lettre d'invitation au partenariat pour la phase suivante, par le RO SCI	25 février 2013	SCI RO
2	Réponse des partenaires à la lettre d'intention	01 mars 2013	Responsables pays des partenaires
3	Partenaires envoient une première version du concept note pour leur pays	08 mars 2013	Points focaux des partenaires
4	Coordination régionale envoie une première version du concept note régional	08 mars 2013	Jerome et Amadou
5	Partenaires envoient leurs commentaires sur le concept note régional à Amadou et Jerome	15 mars 2013	Points focaux des partenaires
6	Amadou et Jerome envoient leurs commentaires sur les concept-notes pays	15 mars 2013	Jerome et Amadou
7	Partenaires envoient une deuxième version du concept note pour leur pays	22 mars 2013	Points focaux des partenaires
8	Coordination régionale envoie une deuxième version du concept note régional	22 mars 2013	Jerome et Amadou
9	Version finale	26 mars 2013	Jerome
10	Mise en ligne (ECHO)	28 mars 2013	SCI RO (et SC-UK)

2) Eléments qui devront être inclus dans la soumission :

- Budget détaillé (cf. format attaché) ;
- Narratif – justification des besoins dans chaque pays, activités organisées selon les points principaux des recommandations ;
- Chronogramme par activités ;
- Appui de FEG Consulting détaillé (tâches précises, période) ;
- Pour rappel : il y aura 4 analyses saisonnières dans chaque pays, à savoir : une en octobre 2013 ; une en mars 2014, une en juin 2014 et une en octobre 2014 ;
- Les partenaires peuvent ensuite proposer la mise en œuvre des activités les plus pertinentes dans le contexte du pays, en coordination avec les autres acteurs et initiatives et selon les propositions faites dans la partie 4. Synthèse des recommandations principales).

3) Noms et contacts des personnes clés des différentes organisations et à qui les lettres d'intention seront adressées pour les différentes organisations :

	Lettre adressée à:	Cc 1	Cc 2
Burkina Faso	Omer Kabore Représentant Pays OKabore@intermonoxfam.org	Sebastian Thomas SThomas@intermonoxfam.org	Sosthène Konate Point focal HEA KSosthene@intermonoxfam.org
Mali	Philippe Conraud CD PConraud@oxfam.org.uk	Mamadou BITEYE RD MBiteye@oxfam.org.uk Marietou Diaby Directrice Associée MDiaby@oxfam.org.uk Jose Luis Calvente Maldonado Livelihood Programme Manager JLCMaldonado@oxfam.org.uk	Abdoulaye Samoura Point focal HEA ASamoura@oxfam.org.uk Laura Gordon Funding Coordinator LGordon@oxfam.org.uk
Mauritanie	Nicolas Meron CDM NMeron@mr.acfspain.org	Anaïs Lafite Représentante Régionale ALafite@wa.acfspain.org	Demba Touré Point focal HEA DToure@mr.acfspain.org
Niger	Xavier Joubert CD Xavier.Joubert@savethechildren.org	Jean Christophe Gérard Programme Quality Director Jeanchristophe.gerard@savethechildren.org	Abdou Malam Dodo Coordinateur SAME Abdou.Malam@savethechildren.org
Nigeria	Susan Grant CD Susan.Grant@savethechildren.org	Stephane Petitprez Operations Director Stephane.Petitprez@savethechildren.org	Nelson Barde Agent SAME Nelson.Barde@savethechildren.org
Sénégal	Ingeborg Maria Breuer CD Inge.Breuer@wfp.org	Wanja Kaaria Deputy CD Wanja.Kaaria@wfp.org	Moussa Gueye Point focal HEA Moussa.Gueye@wfp.org Maria-Luigia Perenze Coordinatrice VAM Marialuigia.Perenze@wfp.org
Tchad	Abakar Mahamat Ahmat Représentant Pays AMahamatahmat@intermonoxfam.org	Sebastian Thomas SThomas@intermonoxfam.org	Dedou Yahiya Point focal HEA fsmgrtd@intermonoxfam.org

3. Conclusions et perspectives

3.1. Conclusions

Le HEA propose une approche simple, robuste et évolutive répondant au besoin pour un système d'alerte précoce d'estimer le pouvoir d'achat des ménages et de fournir une analyse plus pertinente du niveau de sécurité alimentaire. La poursuite de son développement au Sahel, et son intégration progressive aux systèmes d'information et de réponse gouvernementaux implique un investissement significatif sur une période longue.

Après un démarrage retardé, les activités prévues dans la phase actuelle du projet sont en cours d'exécution dans tous les pays. Une formation OA et une analyse saisonnière (et la collecte de paramètres clés) ont eu lieu dans 5 pays. Au Niger seule la formation a eu lieu et l'analyse est prévue pour la semaine du 04 au 08 mars. Au Nigeria, la formation et l'analyse auront lieu du 25 février au 01 mars. Une seconde analyse aura lieu dans chaque pays au mois d'avril 2013, avant les réunions régionales de consolidation et du CTC en mai 2013.

Save the Children et ses partenaires proposent de continuer à appuyer cette initiative innovante pour une période additionnelle de 18 mois après la phase actuelle terminant en juin.

Cet investissement s'articule autour de 4 axes de travail prioritaires :

1. La poursuite de la production et de l'utilisation des profils HEA et des analyses saisonnières de qualité, à temps, pour toutes les zones où un profil HEA est disponible. Un groupe de travail dans chaque pays et une concertation régionale assureront la coordination des activités entre les principaux acteurs de la sécurité alimentaire et de l'alerte précoce.
2. Le renforcement des capacités de tous les acteurs sur l'approche aux niveaux et pour les cibles suivantes :
 - Formation pratiquants : pour la constitution d'un pool d'expertise régionale suffisante, avec l'appui de FEG Consulting et de Save the Children, incluant le renforcement du pool d'expertise existante chez les partenaires actuels du projet;
 - Formation technicien : pour une meilleure intégration de l'approche dans les cursus universitaires ;
 - Formation décideurs et médias : pour la formulation de messages de sensibilisation grâce à des d'outils de communication non technique.
3. Le renforcement de la qualité des produits principaux du projet : les profils et les analyses saisonnières. Dans un premier temps un appui ponctuel et systématique de Save the Children ou de FEG Consulting peut être envisagé à court ou moyen terme mais dans le futur, l'assurance qualité devra être institutionnalisée au sein des SAP, du CILSS et éventuellement d'universités ou de bureaux d'étude qui coordonneront la conception, le développement et l'utilisation d'outils de collecte, d'analyse et de stockage des données. Ils valideront techniquement les produits. D'autre part, les zones urbaines devront progressivement être intégrées.
4. Le renforcement des aspects opérationnels, tels que l'harmonisation des dates des analyses et des outils avec le CH, le renforcement des partenariats nationaux et régionaux (ancrage institutionnel, planification stratégique et opérationnelle, prise de

décision, plaidoyer) et la sécurisation conjointe d'un financement suffisant à moyen terme permettant d'augmenter les ressources mises à disposition du projet.

3.2. Perspectives

A court terme – d'ici le 30 juin 2013

1. Deuxième collecte ou mise à jour des paramètres clés, incluant un travail sur les fiches de collecte des paramètres clés et la vérification de certaines données aberrantes
2. Participation aux ateliers nationaux et régional du CH et prise en compte des informations dans la réponse (première et seconde analyse)
3. Diffusion des résultats des analyses saisonnières et prise en compte des informations dans les réponses
4. Production, validation et dissémination des premiers outils de communication
5. Seconde réunion de consolidation régionale et du CTC
6. Soumission des rapports intermédiaire et final (narratif et financier)
7. Production, dissémination et utilisation pour le plaidoyer de l'atlas préliminaire des moyens d'existence au Sahel basé sur les 53 profils disponibles à ce jour.
8. Formulation phase suivante (moyen terme), recherche de financements correspondants

A moyen terme – du 01 juillet 2013 au 31 décembre 2014

1. Amélioration de la qualité des produits HEA : cartes de ZME, population par ZME, profils HEA et analyses saisonnières (dont outils et protocoles de collecte des paramètres clés)
2. Analyses saisonnières basées sur le HEA et calées sur les calendriers du CH et des gouvernements (analyse de la vulnérabilité et formulation des plans de réponse et de soutien)
3. Coordination avec les autres initiatives SAP, filets sociaux et protection sociale dans les pays et en région
4. Consolidation des efforts et renforcement des capacités du projet et des acteurs
5. Pilote de l'approche pour l'alerte précoce en zone urbaine
6. Développement et mise en œuvre d'une stratégie de communication et de plaidoyer

A plus long terme – 2015 et après

1. Intégration et institutionnalisation avancée
2. Prise en compte des zones urbaines
3. Financement institutionnel et appui budgétaire des Etats
4. Assistance technique dédiée

4. Synthèse des recommandations principales

4.1. Recommandations à court terme (mars - juin 2013)

A. Recommandations techniques	Date limite	Personnes responsables
Sur la dissémination des informations		
a. Participation aux analyses nationales et ateliers du Cadre Harmonisé (CH) pour partage et contribution des analyses saisonnières HEA à la convergence des preuves	Pays : (1) 22 février – 04 mars (2) juin Région : (1) 04 – 08 mars (2) juin	Points focaux HEA Jerome
b. Partager les résultats des analyses (1, 2 et éventuellement 3) lors des ateliers de formulation des réponses pays (versions révisées des Plan de Soutien, des CAP des NU) et documentation des présentations faites	Lors de la révision des plans de soutien	Points focaux HEA Jerome au niveau région
Sur les nouvelles analyses saisonnières		
c. Réaliser une seconde analyse dans chaque pays avec une meilleure prise en compte des paramètres-clés non collectés par les SI, l'impact de la crise alimentaire 2012 et des réponses fournies par les Gouvernements et les partenaires humanitaires	Avant le 30 avril	Points focaux HEA
d. Réaliser une 3 ^{ème} analyse en juin 2013, juste avant la période de soudure si les fonds disponibles le permettent	Avant le 30 mai	Points focaux HEA
Sur les améliorations techniques		
e. Amélioration des analyses HEA en Mauritanie et au Tchad et meilleure collecte des paramètres clés sur base des expériences du Niger et du Mali. Cette amélioration se fera lors de la seconde analyse prévue au mois d'avril	Avant le 31 mars	Point focaux HEA du Tchad, Mauritanie, Mali et Niger Appui d'Amadou (appel)
f. Poursuite du travail de révision des fiches de collecte de données sur la base du travail initié au Niger et prévu au Tchad	Avant le 5 mai	Point focaux HEA Partage lors de la prochaine réunion de consolidation régionale
g. Vérifier la cohérence de certains profils HEA a travers des analyses transfrontalières (par exemple : Profils de la Vallée en Mauritanie, Profil Matam au Sénégal et Profil Yélimané au Mali)	Avant le 5 mai	Point focaux HEA respectifs Partage lors de la prochaine réunion de consolidation régionale
h. Produire des rapports techniques complets d'analyses des scenarios abordant au minimum les points suivants : <ol style="list-style-type: none"> 1. Liste et valeurs de tous les paramètres-clés pour toutes les zones avec source des données, sous MS Excel et mis en annexes ; 2. Présence de déficits Survie+PME par groupe socio économique et par ZME ; 3. Tableau résumé Sahel sous MS Excel: montant du déficit (kg/\$) par ménage 4. Déficit Survie et PME chiffrés par unité administrative N3 ; 5. Calendrier des déficits pour tous les groupes affectés dans toutes les ZME ; 6. Recommandations opérationnelles a court terme pour affiner l'analyse (ex. prise en 	Avant le 5 mai	Points focaux HEA avec l'appui d'Amadou

<p>compte des transferts au Sénégal), et indication des contraintes rencontrées</p> <p>7. Indiquer clairement les hypothèses faites lors des analyses et préciser le degré de fiabilité des résultats</p> <p>Afin de faciliter la consolidation au niveau régional, les rapports doivent suivre le même modèle. Il est proposé de suivre celui développé par FEG Consulting lors des analyses réalisées au cours des phases précédentes du projet dans chacun des pays</p>		
--	--	--

B. Recommandations opérationnelles	Date limite	Personnes responsables
Sur la communication entre partenaires		
i. Mettre en place des appels mensuels entre experts pour résoudre certains problèmes techniques communs urgents	Fin mars (appel mensuel)	Amadou en concertation avec les points focaux HEA
j. Renforcer les échanges entre partenaires par l'organisation de 2 nouvelles rencontres régionales (consolidation des résultats et CTC)	6-9 mai	Organisation par Amadou et Jerome
Sur la validation des outils de communication		
k. Validation et dissémination des outils de communication du projet <ul style="list-style-type: none"> - Partage avec les partenaires de mise en œuvre et validation des formats de notes - Partage et validation avec les partenaires de mise en œuvre de la brochure - Mise à jour du site web HEA Sahel (incl. rapports d'analyses pays) 	Avant le 31 mars Avant le 5 mai Toutes les semaines	Amadou et points focaux HEA Amadou et points focaux HEA Amadou
l. Concevoir et diffuser des dépliants sur les résultats des analyses HEA : <ul style="list-style-type: none"> - Finalisation de la première version - Partage avec les partenaires - Finalisation des produits 	15 mars 15 avril 5 mai	Minielle et Amadou Amadou et points focaux HEA Minielle et Amadou
Sur l'élaboration conjointe de documents clés		
m. Partager les documents existants suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de l'évaluation des phases 1 et 2 du projet ; - Rapport de l'atelier technique régional du CH du mois de janvier 2013 	28 février	Jerome
n. Partage et discussion de l'Atlas des ME du Sahel pour alimenter les débats sur la résilience : <ul style="list-style-type: none"> - Première version disponible - Version finale - Elaboration de messages de plaidoyer sur cette base 	01 mai 15 mai 6-9 mai	FEG Consulting FEG, SC et partenaires SC et partenaires
o. Elaborer des TDR pour le Groupe de Travail HEA mis (ou a mettre) en place au niveau de chaque pays : <ul style="list-style-type: none"> - Définition d'une première version - Partage avec les partenaires - Discussion et finalisation conjointe 	D'ici le 15 avril 15 avril 6-7 mai	Amadou et Jerome Points focaux HEA Amadou et points focaux HEA
p. Partager le document en cours d'élaboration suivant : <ul style="list-style-type: none"> - TDR revue des SAP – consultation externe commissionnée par SC 	31 mars	Jerome pour commentaires par les partenaires

Sur la gestion administrative et financière du projet		
q. Les différentes échéances contractuelles doivent être respectées : <ul style="list-style-type: none"> - Rapports intermédiaires (narratifs et financiers) à SC - Rapports finals (narratifs et financiers) à SC - Rapport intermédiaire (narratifs et financiers) à ECHO - Rapport final (narratifs et financiers) à ECHO 	28 février 30 juin 31 mars 30 septembre	Points focaux HEA Points focaux HEA Amadou et Jerome Amadou et Jerome
r. Formulation de la poursuite des travaux <ul style="list-style-type: none"> - Proposition de financement initiale - Négociations, arbitrages - Atelier de démarrage. 	Voir partie 2.13 15 mars – 15 juin Fin juin – début juillet	Voir partie 2.13 Amadou, Jerome et points focaux Amadou et Jerome

4.2. Recommandations à moyen terme (juillet 2013 - décembre 2014)

A. Recommandations techniques	Dates	Personnes responsables
Sur l'amélioration de la qualité des analyses		
a. Révision progressive et continue des cartes de ZME des pays	Suivant les calendriers et les opportunités dans chaque pays	Points focaux HEA (Amadou et Jerome)
b. Réaliser de nouveaux profils HEA avec priorité pour les zones les plus vulnérables et mettre à jour certains profils HEA dont la date de validité est arrivée a terme	Suivant les calendriers et les opportunités dans chaque pays	Points focaux HEA (Amadou et Jerome)
c. Réaliser la répartition de la population par ZME et par district pour tous les pays en tenant compte des nouvelles cartes de ZME. Graduellement passer à une délimitation des zones et estimation de la population niveau village (N5).	Suivant les calendriers et les opportunités dans chaque pays	Points focaux HEA (Amadou et Jerome)
d. Inclure l'analyse des zones urbaines pendant une première phase pilote, deux villes du Sahel à sélectionner pour élaboration de profils de références	Janvier – mars 2014	Points focaux HEA, Amadou, Jerome et FEG Consulting
e. S'assurer de la qualité de tous les produits HEA (profils et analyses publiés) dans chaque pays. Ceci pourrait se faire à travers les Groupes de Travail HEA et FEG (backup technique)	Octobre 2013 Février 2014 Mai 2014 Octobre 2014	Tous les partenaires et FEG Consulting
f. Former les experts HEA en CH et les experts CH en HEA pour une meilleure prise en compte des résultats HEA dans les analyses CH	Dès que possible (avant octobre 2013)	Points focaux HEA, Amadou et Jerome
Sur le renforcement des capacités des acteurs		
g. Continuer le renforcement de capacités des acteurs de la sécurité alimentaire au niveau des pays en HEA (profils de référence et analyse saisonnière)	Juillet 2013 – décembre 2014	Points focaux HEA, Amadou, Jerome et FEG Consulting
h. Renforcer le réseau d'experts (notamment les points focaux de tous les pays) et leurs capacités afin qu'ils puissent continuer à apporter leur appui technique aux acteurs nationaux	Juillet 2013 – décembre 2013	Points focaux HEA, Amadou, Jerome et FEG Consulting
i. Former de nouveaux experts / HEA et OA au sein des SAP, d'Agrhyment et de l'INSAH, des ONG partenaires, des universités	Juillet 2013 – décembre 2013	Points focaux HEA, Amadou, Jerome et FEG Consulting
j. Renforcer les capacités des experts points focaux en CoD, IHEA, HEA en milieu urbain, création et mise à jour de LIAS	Juillet 2013 – décembre 2014	Points focaux HEA, Amadou, Jerome et FEG Consulting
Sur la dissémination de l'approche		
k. Vulgarisation de l'approche pour les « non techniciens » (preneurs de décisions dans les Gouvernements, bailleurs, NU et ONG) au cours de sessions régulières	Juillet 2013 – décembre 2014	Points focaux HEA, Amadou, Jerome et FEG Consulting

B. Recommandations opérationnelles	Dates	Personnes responsables
Sur le renforcement des partenariats		
l. Utiliser la plateforme HEA régional pour prendre des décisions en commun, définir / ajuster les axes prioritaires de l'initiative, partager les outils, les leçons apprises et prendre les décisions relatives au projet (techniques, stratégiques et opérationnelles) en commun	Octobre 2013 Février 2014 Mai 2014 Octobre 2014	Points focaux HEA, Amadou, Jerome
m. Définir les modalités d'un partenariat à long terme entre ce projet et les différentes structures du CILSS (INSAH et Agrhymet)	Juillet – décembre 2013	Points focaux HEA, Amadou, Jerome
n. Réintégrer le Niger dans le projet régional pour les analyses de scénarios et mettre à disposition les ressources nécessaires au recrutement d'un expert HEA international à temps plein ou partiel pour appuyer le SAP Niger	Juillet 2013 – décembre 2014	Point focal HEA au Niger, Amadou, Jerome
Sur l'harmonisation des processus		
o. Caler les analyses HEA sur le calendrier du CH et des Gouvernements (Plans de Soutiens)	Oct. – nov. 2013 Fév. – mar. 2014 Mai – juin 2014 Oct. – nov. 2014	Points focaux HEA, Amadou, Jerome
p. Décentraliser l'approche HEA et l'analyse au niveau régional et départemental	Juillet 2013 – décembre 2014	Points focaux HEA, Amadou, Jerome, FEG Consulting
Sur le renforcement des capacités		
q. Renforcer l'équipe de coordination régionale du Projet	Juillet 2013 – décembre 2014	Amadou, Jerome
r. Porter à 100% le temps du point focal consacré au projet	Juillet 2013 – décembre 2014	Points focaux HEA, Amadou, Jerome
s. Recruter un expert HEA/OA (FEG Consulting) pour appuyer les pays	Juillet 2013 – décembre 2014	Amadou, Jerome et FEG Consulting
t. Veiller à une meilleure visibilité de tous les partenaires	Juillet 2013 – décembre 2014	Points focaux HEA, Amadou, Jerome
Sur la communication		
u. Coordonner avec les bureaux régionaux et les chargés de communication des partenaires pour la définition et la mise en œuvre du plan de communication du projet	Juillet – décembre 2013	Minielle, Amadou
v. Précision de la stratégie de communication interne et externe (messages, audiences, personnes / organisations responsables, calendriers, etc.)	Juillet – décembre 2013	Minielle, Amadou, Jerome et points focaux HEA
w. Préparation d'une plaquette et d'une présentation simples pour les décideurs	Juillet – décembre 2013	Minielle, Amadou, Jerome et points focaux HEA
x. Formations et présentations aux décideurs et les différentes audiences	Juillet 2013 – décembre 2014	Minielle, Amadou, Jerome et points focaux HEA
y. Revue des outils existants (note pays, régionale, brochure de présentation)	Juillet 2013 – décembre 2014	Minielle, Amadou, Jerome et points focaux HEA

5. Prochaines réunions

5.1. Dates et lieu

Les dates des prochaines réunions régionales du projet HEA sont :

1. Deuxième atelier de consolidation régionale des résultats : **6-7 mai 2013 (à Dakar)**
2. Deuxième réunion du CTC : **8-9 mai 2013 (à Dakar)**

5.2. Contenu

Un effort sera fait pour mieux structurer le contenu de la seconde réunion. Les débats généraux qui ont eu lieu lors de la première réunion ne devraient pas se répéter même si l'orientation stratégique sera conservée à l'ordre du jour pour mise à jour.

Save the Children suggère les sessions suivantes, qui ne pourront pas toutes être tenues. Le choix sera fait parmi celles-ci en fonction de leur pertinence à l'approche des réunions :

1. Présentation de l'avancée du projet et des résultats des analyses d'avril pour chacun des 7 pays ;
2. Finalisation de la phase III, calendrier et échéances ;
3. Présentation de la première version de l'atlas préliminaire des HEA au Sahel ;
4. Revue des termes de référence des groupes de travail HEA ;
5. Revue des termes de référence du CTC ;
6. Revue des termes de référence de revue systèmes d'alerte précoce, ou présentation des résultats préliminaires si la consultation est en cours ;
7. Revue de la matrice des projets d'alerte précoce, de filets sociaux et de protection sociale au Sahel, incluant une mise à jour et le suivi des contacts dans chaque pays ;
8. Point sur le financement de la phase suivante ;
9. Revue des fiches de collecte de PC et comparaison entre pays ;
10. Save the Children propose d'inclure une Intervention de FEG Consulting pendant la réunion de consolidation (6-7 mai) pour répondre à quelques questions des points focaux (méthodes d'extrapolation, difficultés sur les LIAS, gestion des bases de données de paramètres clés, etc.).

5.3. Participants

Les points focaux HEA des ONG partenaires seront invités aux 4 jours d'atelier ainsi que leur homologue du SAP de chaque pays si possible. FEWSNET et le centre Agrhymet seront invités à nouveau, ainsi que ECHO et OFDA. Tous les efforts seront faits pour qu'un représentant de Save the Children au Nigeria puisse venir présenter et échanger avec ses collègues malgré quelques difficultés de communication et de traduction à prévoir. Les directeurs régionaux des ONG partenaires et du PAM seront invités pour des sessions particulières.

5.4. Prise en charge

Tous les frais des participants qui ne sont pas basés ordinairement à Dakar seront entièrement pris en charge par le projet, aussi bien pour les points focaux ONG que pour leurs homologues au SAP.

Annexe 1 : Etat d'avancement des activités consolidé

Activités Pays	Phase d'installation	Formation "outcome analysis"	Analyse saisonnière 1	Analyse saisonnière 2	Autres	Rapports
Burkina Faso	Signature MOU avec SC, recrutement point focal et virement des fonds : novembre 2012	Janvier 2013	Janvier 2013 sur données de décembre 2012 Rapport et présentation disponibles	Prévue d'ici le 30 avril – actualisation de l'analyse de janvier	Plaidoyer et dissémination en cours auprès des PTF	Rapport narratif et financier à SC au 31 janvier 2013 : dû le 28/2 Rapport narratif et financier à SC au 30 juin 2013 : dû le 31/7
Mali	Signature MOU avec SC, recrutement point focal et virement des fonds : novembre 2012	Décembre 2012	Janvier 2013 sur données de novembre 2012 Rapport et présentation disponibles	Prévue d'ici le 30 avril – actualisation de l'analyse de décembre	Plaidoyer et dissémination en cours auprès des PTF	Rapport narratif et financier à SC au 31 janvier 2013 : dû le 28/2 Rapport narratif et financier à SC au 30 juin 2013 : dû le 31/7
Mauritanie	Signature MOU avec SC, recrutement point focal et virement des fonds : novembre 2012	Janvier 2013	Janvier 2013 Rapport et présentation disponibles	Prévue d'ici le 30 avril – révision de l'analyse de janvier	Plaidoyer et dissémination en cours auprès des PTF Profil HEA Intermon Oxfam « vallée du fleuve » Mise à jour de la carte des moyens d'existence de la Mauritanie : mars ; contact avec FEWSNET	Rapport narratif et financier à SC au 31 janvier 2013 : dû le 28/2 Rapport narratif et financier à SC au 30 juin 2013 : dû le 31/7
Niger	-	Fin décembre 2012	Fin février début mars 2013 ; appui FEG à SC, PAM et SAP sur financement REACH DUE	A déterminer	Révision de la carte des ZME par communes (FEWSNET et PAM), septembre 2012 Plaidoyer et dissémination auprès des PTF à prévoir	-
Nigeria	Accord interne SC : septembre 2012	Fin février début mars 2013	Fin février début mars 2013 avec appui FEG	A déterminer	2 profils HEA par FEG, SC et ACF (NG08 et NG11) disponibles (04 février 2013) Plaidoyer et dissémination auprès des PTF à prévoir	Rapport narratif et financier à SC au 31 janvier 2013 : dû le 28/2 Rapport narratif et financier à SC au 30 juin 2013 : dû le 31/7
Sénégal	Signature MOU avec SC, recrutement point focal et	Février 2013	Février 2013	Prévue d'ici le 30 avril – actualisation de	2 profils HEA PAM, SC et CNSA (étude de 2 ZME de	Rapport narratif et financier à SC au 31

	virement des fonds : janvier 2013		Rapport et présentation disponibles	l'analyse de février avec 4 profils	la région de Matam) Plaidoyer et dissémination en cours auprès des PTF	janvier 2013 : dû le 28/2 Rapport narratif et financier à SC au 30 juin 2013 : dû le 31/7
Tchad	Signature MOU avec SC, recrutement point focal et virement des fonds : novembre 2012	Janvier 2013	Janvier 2013 Rapport et présentation disponibles	Prévue d'ici le 30 avril – révision de l'analyse de janvier	Plaidoyer et dissémination en cours auprès des PTF	Rapport narratif et financier à SC au 31 janvier 2013 : dû le 28/2 Rapport narratif et financier à SC au 30 juin 2013 : dû le 31/7
Régional	Accord de financement reçu par ECHO le 07 août 2012	-	Consolidation des résultats des pays : 18 – 19 février 2013 (validés : Burkina, Mali et Sénégal)	Consolidation des résultats des pays : prévue 6 – 7 mai 2013	Notes pays : Burkina (novembre 2012), Niger (décembre 2012) Atlas préliminaire des ME Seconds ateliers régionaux Consolidation et CTC : prévus 6 -7 mai et 8 – 9 mai respectivement Appui technique direct aux OA du Sénégal, Mauritanie, Nigeria, Tchad, Mali Facilitation de l'appui FEG au Nigeria et au Tchad Coordination régionale auprès du RWG et administration générale du projet Communication, site web TDR analyse croisée des méthodologies HEA et enquêtes nutrition : en cours d'élaboration TDR analyses des SAP et positionnement du HEA : en cours d'élaboration	Modification du projet et fonds supplémentaires pour atlas, renforcement communications, et ateliers de coordination régionale : 01 février 2013 Rapport narratif et financier à ECHO au 28 février 2013 : dû le 31/3 Rapport narratif et financier à ECHO au 30 juin 2013 : dû le 30/9

Annexe 2 : Autres financement alerte précoce, filets sociaux et protection sociale au Sahel

Pays	Bailleurs	Partenaire	Thèmes	Dates	Opportunités
Régional	DEVCO (7 MEUR)	CILSS/ CEDEAO	« Lien entre l'information et la prise de décision pour améliorer la sécurité alimentaire dans les pays du CILSS et de la CEDEAO »	2011 – févr. 2015	Suivi des activités (Cadre harmonisé, PREGEC, RPCA, etc.) et feedback sur bonne marche
Régional	AFD	CILSS/ CEDEAO	1 composante sur information (HEA)	2012 – 2017	Recherche de complémentarité/ profils de référence HEA
Régional	US	CILSS	?		
Régional	US	PAM	Recherche : mesure de la résilience		Profils, seuils de résilience
Régional	nd	ACF	Suivi biomasse, suivi pastoral Appui au SAP / utilisation imagerie satellite	Recherche de financement	Prédiction situation pastorale, affiner les paramètres clés
Global (dont Sahel)	US	FEWSNET	Zonage des moyens d'existence/ cartographie	En cours	Recherche de complémentarité/ zonage
Régional	DEVCO (56 MEUR, dont 16 sur l'information)	CILSS/ CEDEAO	Réserves régionales, dont composante 4 sur l'information (ECOAGRIS, CH, HEA - initiative G20)	En cours de négociation	Fournir un modèle pour un set-up national/ régional (y compris cellule régionale comprenant AT pluri-agences ?)
Mauritanie	DEVCO (fonds programmatiques – FSTP)	Appels à proposition (GRDR, ECODEV, Oxfam et PAM)	approches innovantes dans la production et l'accès à l'information sur la sécurité alimentaire (2,1 MEUR)	2011 – 2013	Fournir des modèles de bonnes pratiques en matière de SISA ? Lien avec ces acteurs/ collecte ?
Mauritanie	FMI	A définir	Ciblage PTM urbains	Prévu	Ciblage sur critères socio-économiques
Mali	DEVCO	A définir	refonte du CSA/ SAP prévu	Prévu	Contacteur DUE Mali, informer sur HEA Sahel
Mali	BM		Protection sociale, phase de consultations	A partir de 2014	Ciblage, montant, ajustement du # bénéficiaires
Mali	DUE	PAM	Résilience : étude 200K euros	En cours de démarrage	Ciblage, profils HEA, complémentarité avec enquêtes ménages
Burkina	DEVCO (Facilité OMD/ 10 ^{ème} FED)	Dispositif national (CNSA dont SAP)	Appui au dispositif, dont le SAP (budget total 5 MEUR)	En cours de démarrage	Appui au SAP/ Burkina pour élaboration d'un plan d'action + budget
Niger	DEVCO	NU DNP-GCA	financement REACH (dont composante HEA/ PAM) + soutien au DNP-GCA Appui budgétaire	380.000 EUR sur 3 ans	Complémentarité avec financement régional Plaidoyer pour inclure une composante/ alerte précoce ? , ciblage socio-économique
Niger	BM	Cellule des filets sociaux	Forum Protection sociale (mars/ avril 2013)		Besoin de compréhension des modes de vie des ménages pour faire un

					ciblage de qualité PMT/ BM vs. ciblage participatif basé sur cadre HEA ?
Tchad	DEVCO (fonds programmatiques) DEVCO (fonds programmatiques – FSTP, 4,5 M)	Appels à proposition (ONG : Intermon, CR-F, etc.) FAO	relance du SISAAP	En cours, jusqu'en 2014 2013 - 2016	Plaidoyer pour élargir les acteurs impliqués Appui technique pour développer une méthodologie pertinente, HEA est mentionnée mais sans détails
Tchad	?	PAM	Pilote filets sociaux avec Oxfam		
Sénégal	Gouvernement DEVCO		Programme de bourses familiales Définition du 11 ^{ème} FED + études préalables	Prévu pour 2013	Fournir pistes sur types d'études sur moyens d'existence des ménages et lien avec alerte précoce Financement de profils HEA
Nigeria	DFID / Gouvernement	SC, ACF	Programme de protection sociale/ nutrition (60.000 ménages sur 5 ans, dans 2 Etats	En cours de démarrage 2013 - 2017	Besoin de compréhension des modes de vie des ménages pour faire un ciblage de qualité et définir nombre de personnes à assister

	: Initiatives pour lesquelles la recherche de synergie et de collaboration opérationnelle et technique est prioritaire
--	--

Annexe 3 : Liste de participants

#	Nom	Prénom	Organisation	Pays d'affectation	20/2	21/2
1	Sosthene	Konate	Intermon Oxfam	Burkina	X	X
2	Hien	Sitégné	DGPER	Burkina	X	
3	Touré	Demba	ACF	Mauritanie	X	X
4	Yahiya	Dedeou	Intermon Oxfam	Tchad	X	X
5	Malam Dodo	Abdou	Save the Children	Niger	X	X
6	Gueye	Moussa	PAM	Sénégal	X	X
7	Samoura	Abdoulaye	Oxfam GB	Mali	X	X
8	Holt	Julius	FEG Consulting	UK	X	X
9	Labidi	Naouar	PAM	Sénégal	X	X
10	Kühlke	Sigrid	ECHO	Sénégal	X	X
11	Eijkenaar	Jan	ECHO	Sénégal	X	X
12	Gachoud	Alexandre	ACF	Sénégal		X
13	Diop	Amadou	Save the Children	Sénégal	X	X
14	Tall	Minielle	Save the Children	Sénégal	X	X
15	Sharp	Kay	Save the Children	UK	X	X
16	Bernard	Jérôme	Save the Children	Sénégal	X	X

Annexe 4 : Termes de référence

1^{ère} Réunion du Comité Technique de Coordination du Projet HEA Sahel

Contexte et Justification

Depuis 2010, trois phases d'un même projet régional de renforcement des capacités des acteurs de la sécurité alimentaire au Sahel se sont succédé. Ayant pour but une meilleure prise en compte des déterminants économiques de l'insécurité alimentaire des ménages dans la lutte contre la malnutrition, 34 professionnels travaillant pour les Gouvernements ainsi que les agences humanitaires et de développement ont été formés aux techniques de l'approche HEA, et, à ce jour, 47 profils de référence HEA et deux études du Coût de l'Alimentation équilibrée ont été réalisés.

Les phases successives du projet ont été organisées d'une manière similaire, où la coordination régionale et le financement est assuré par Save the Children à partir de fonds mis à sa disposition par ECHO, l'organisme humanitaire de la Commission Européenne. Pour la phase actuelle, la mise en œuvre dans les sept (7) pays d'intervention du projet au Sahel est effectuée grâce à des partenariats avec les ONG internationales et les agences des Nations Unies suivantes : Oxfam Intermon au Burkina Faso et au Tchad, Oxfam GB au Mali, ACF-Espagne en Mauritanie, le PAM au Sénégal et au Niger, et Save the Children International au Nigéria (Nord). Une attention particulière a été apportée à l'implication des Systèmes d'Alerte Précoce (SAP) nationaux lorsqu'ils sont établis et, dans la mesure du possible, le projet a mis à disposition des SAP les ressources humaines et techniques adéquates.

Après la proposition de Save the Children de mettre en place un Comité Technique de Concertation (CTC) des partenaires du projet régional HEA, il est prévu de tenir une première rencontre dudit comité les 20-21 février 2013, à DAKAR.

Objectifs

L'objectif général de cette première réunion du Comité Technique de Coordination (CTC) du Projet Régional HEA est de discuter et de faire des recommandations sur des questions techniques et stratégiques relatives audit projet.

Plus spécifiquement, cette première réunion vise à :

- Partager les rôles et les responsabilités des principaux partenaires de mise en œuvre
- Procéder à une évaluation des activités déjà mises en œuvre;
- Partager et valider le planning des activités restantes ;
- Discuter des aspects relatifs à la communication/plaidoyer du projet
- Débattre sur les questions stratégiques du projet pour les phases futures
- Discuter de la prochaine phase du projet

Résultats attendus

Au terme de la réunion, les résultats suivants devront être atteints :

- Chaque partenaire connaît ses rôles et ses responsabilités dans la mise en œuvre du projet
- Les succès et les échecs notés depuis la mise en œuvre du projet sont partagés avec les acteurs
- Le planning des activités restantes est partagé et validé
- Les outils/supports de communication ainsi que les cibles sont clairement identifiés
- Les besoins des partenaires pour la prochaine phase sont connus
- Une vision stratégique claire et commune des phases futures du projet est adoptée

Thèmes de la réunion

1. Approche HEA

Il s'agira de faire une présentation succincte sur l'approche HEA à l'intention des participants pour une meilleure compréhension de l'approche. Les discussions sur ce thème devront porter prioritairement sur le cadre d'analyse d'une part, et d'autre part, sur comment l'approche HEA peut aider l'alerte précoce et à la planification des réponses à travers une meilleure compréhension des moyens d'existence des populations vulnérables.

2. Profils HEA

Plusieurs profils HEA ont été réalisés ces dernières années. Il convient, pour une meilleure utilisation des Profils HEA dans la planification des projets de s'assurer de la qualité des données collectées ainsi que des rapports rédigés. A cet effet, une validation des études HEA s'impose. Par ailleurs, un point sera fait

sur l'inventaire des profils réalisés et sur les besoins de réalisation de nouveaux profils HEA et des profils à mettre à jour au niveau du Sahel. Les participants pourront également discuter des zonages de moyens d'existence.

3. Analyse des Scenarios (« Outcome Analysis »)

Un point sera également fait sur le déroulement global des ateliers nationaux d'analyse des scenarios notamment sur les difficultés rencontrées dans la collecte des données relatives sur les paramètres clés. Il s'agira aussi de discuter de l'utilisation des données de certaines structures non étatiques en cas d'absence ou d'incohérence des données officielles. Quelles sont les conditions financières de mobilisation des Experts HEA pour appuyer les pays qui en ont besoin (honoraires consultants)? Quelles sont les conditions financières de participation des acteurs nationaux à ces ateliers (perdiems) ?

4. Partenariats

Il sera question de discuter sur les moyens d'appropriation du projet par les partenaires au niveau des pays. En d'autres termes, il s'agira de définir les moyens d'assurer une continuité des activités avec l'implication des principaux acteurs de la sécurité alimentaire à travers notamment la mise en place des Groupes de Travail HEA au niveau des pays. Une collaboration sera établie avec les Cellules Nationales du CH/CILSS ainsi que le Comité Technique du CH/CILSS au niveau régional.

5. Communication et Plaidoyer

Il s'agira d'identifier les outils et supports de communication adaptés selon les potentiels utilisateurs des résultats HEA. Aussi, la mise à jour du site web du HEA Sahel, www.hea-sahel.org ainsi que la promotion du site web auprès des principaux acteurs de la sécurité alimentaire au Sahel (Gouvernements, ONGs humanitaires ; agences des Nations Unies; bailleurs de fonds, organisations sous-régionales etc.) pour en faire un levier de communication seront discutés. Les participants réfléchiront sur les axes potentiels de plaidoyer pour une meilleure intégration de l'approche HEA dans les analyses de sécurité alimentaire et son adoption par les SAP.

6. Planification des activités restantes

Une planification globale des activités restantes du projet sera présentée et discutée lors de cette réunion pour sa validation. Cette planification devra tenir compte des agendas au niveau des pays et au niveau régional (CH/CILSS, PREGEC).

7. Activités de la phase suivante (Juillet 2013-Décembre 2014)

Il s'agira d'identifier les activités prioritaires de la prochaine phase du projet qui pourrait être exceptionnellement de 18 mois (Juillet 2013 – Décembre 2014). Ces activités pourraient concerner, prioritairement la réalisation de nouveaux profils et/ou la mise à jour de profils existants, les analyses des scenarios et le renforcement des capacités (HEA Baseline, Outcome Analysis, LIAS Setting up).

8. Orientations stratégiques

Après plusieurs phases ces dernières années, il convient de mener une réflexion large et approfondie sur les orientations stratégiques du Projet HEA au Sahel. Il s'agira de réfléchir sur les points suivants :

- **Cadre institutionnel** : implication des HQ des partenaires du projet pour en faire un vrai consortium avec une participation des organismes régionaux?
- **Financement a moyen et long terme** : Trouver des bailleurs supplémentaires pour appuyer ECHO pour le financement de la phase prochaine. Comment assurer le financement a long terme du projet ? Contributions financières des membres du consortium ?
- **Renforcement des capacités** : La formation d'experts du Sahel ayant une très bonne maîtrise de l'approche – de la Baseline à la création des LIAS- est plus que nécessaire pour assurer une pérennisation. Dans ce cadre, un appui du FEG sera nécessaire. Aussi, il conviendra de réfléchir sur les voies et moyens d'impliquer de manière effective le CILSS/INSAH et certaines universités dans la formation et la recherche afin de mieux adapter l'outil aux réalités du Sahel.
- **HEA et Résilience** : comment l'approche HEA peut alimenter le débat sur la résilience au Sahel ?
- **Méthodologie** : La méthodologie combinera les exposés qui présenteront l'état de la situation des différentes thématiques abordées, les obstacles et défis rencontrés, ainsi que les leçons apprises au cours de la mise en œuvre. Des discussions et échanges sur les défis à relever qui seront dégagés des différentes thématiques abordées. Au terme de ces discussions, il sera dégagé un consensus autour d'un certain nombre de propositions d'actions à mettre en œuvre pour faire avancer les choses.

Annexe 5 : Agenda

JOUR 1 : 20 février 2012		
Horaires	Sessions	Responsables
08.00 – 08.15	Accueil et installation des participants	SCI (JB)
08.15 – 08.30	Ouverture de l'atelier	SCI, (NQ)
08.30 – 08.45	Présentation des participants, revue rapide des TDR et de l'agenda, prise de notes, partage des présentations, respect du temps alloué aux sessions	SCI (JB)
08.45 – 09.30	Présentation : l'approche HEA Rappels, les avantages et les limitations de l'approche, l'utilisation pour l'alerte précoce, le ciblage des populations affectées. Discussion, questions et réponses	FEG (JH) Participants
09.30 – 10.15	Présentation : la cartographie des zones de moyens d'existence Rappels, la précision des cartes actuelles, les révisions en cours, liens avec limites administratives et population, la préparation du travail sur l'atlas préliminaire du Sahel, zones urbaines Discussion, questions et réponses	FEG (JH) Participants
10.15 – 10.45	<i>Pause</i>	-
	Présentations pays : niveau de mise en œuvre des activités du projet ; difficultés et succès rencontrés ; mise en place et activités du Groupe de Travail HEA ; appropriation de l'outil par les partenaires au niveau national ; planification des activités jusqu'en juin 2013 ; activités prioritaires pour la phase suivante (Juillet 2013 – Décembre 2014)	
10.45 – 11.15	Burkina Faso Présentation, clarification et commentaires	Intermon (KS) Participants
11.15 – 11.45	Mali Présentation, clarification et commentaires	Oxfam GB (AS) Participants
11.45 – 12.15	Mauritanie Présentation, clarification et commentaires	ACF (DT) Participants
12.15 – 12.45	Niger Présentation, clarification et commentaires	SCI (AMD) Participants
12.45 – 13.45	<i>Pause déjeuner</i>	-
13.45 – 14.15	Sénégal Présentation, clarification et commentaires	PAM SN (MG) Participants
14.15 – 14.45	Tchad Présentation, clarification et commentaires	Intermon (DY) Participants
14.45 – 15.00	Nigeria Présentation	SCI (AD)
15.00 – 15.30	Consolidation des présentations pays Résumé des points communs et autres points essentiels, et propositions d'amélioration à court terme (phase actuelle) et moyens terme (phase suivante)	SCI (AD, JB) Participants
15.30 – 16.00	<i>Pause</i>	-
16.00 – 16.30	Activités régionales Présentation, clarification et commentaires et discussions	SCI (AD) Participants
16.30 – 17.30	Conclusion de la journée 1 Rappel des points essentiels, prise en compte de l'année passée dans les analyses en cours, stockage et capitalisation des données, formulation des recommandations opérationnelles principales à prendre en compte CT et MT	SCI (AD, JB)

JOUR 2 : 21 février 2012		
Horaires	Sessions	Responsables
08.30 – 08.45	Récapitulation du jour 1 et rappel de l'agenda du jour 2	SCI (JB)
08.45 – 10.00	Communication des résultats et visibilité du projet Présentation des propositions de différents supports et audiences Discussion : partage et validation par les partenaires, la mise en ligne sur le site	SCI (MT)
10.00 – 10.30	Orientations stratégiques du projet - Présentation des résultats principaux de l'évaluation externe de mai 2012 - Présentation de la consultation externe SC pour validation des axes stratégiques Partage des résultats de l'évaluation, et discussion des objectifs principaux à court, moyen (consolidation et capitalisation, renforcement de la formation et du réseau	SCI (JB)

	d'experts) et long terme (vision du SA(R)P au Sahel dans 5 ans ou après)	
10.30 – 11.00	<i>Pause</i>	-
11.00 – 11.30	Orientations stratégiques du projet : Les autres initiatives en cours Les autres initiatives en cours (AGIR, SISA-DUE, révision technique du CH) Compréhension de l'environnement du projet, et des différentes initiatives	ECHO (JE, SK) PAM (NL)
11.30 – 12.00	Orientations stratégiques du projet : L'exemple du LIU en Ethiopie et Burkina Historique, fonctionnement, saisonnalité / temporalité des analyses, adaptation possible au contexte du Sahel	FEG (JH) Intermon (KS)
12.00 – 13.00	Orientations stratégiques du projet Discussion et accord entre partenaires sur l'orientation stratégique (long terme) du projet régional <ul style="list-style-type: none"> - Partenariats: réflexion stratégique et prise de décision en commun, coordination renforcée entre partenaires, le rôle du CTC et son orientation - Ancrage institutionnel auprès des SAP et du CHB (institutionnalisation de la formation, appui des niveaux régionaux, départementaux et communaux pour collecte et analyse, fonctionnement du réseau d'experts) - Alerte précoce, action précoce – groupes de travail HEA / plateformes IPC nationales 	Participants
13.00 – 14.00	<i>Pause déjeuner</i>	-
14.00 – 15.30	Développement de la proposition de financement de la phase suivante (juillet 13 – décembre 14) Planification des activités jusqu'à soumission du document de projet le 31/3/2013 <ul style="list-style-type: none"> - Accord de principe de chacun des partenaires (pas de consortium) - Désignation des points focaux par organisation - Définition des formats de narratif et de budget - Identification des activités prioritaires / pays et régionales (profils, formations, ateliers d'analyse, ateliers de coordination, communication) - Identification des ressources nécessaires (humaines et financières) - Calendrier soumission des différents éléments 	SCI (AD, JB)
15.30 – 16.00	<i>Pause</i>	-
16.00 – 17.00	Conclusions de l'atelier Commentaires sur l'approche et le déroulement de l'atelier, revue des objectifs / résultats atteints vs initiaux, format et préparation du rapport d'atelier, prochaine réunion du CTC	Participants

AD : Amadou Diop
AMD : Abdou Malam Dodo
AS : Abdoulaye Samoura
DT : Demba Touré
DY : Dedeou Yahiya
JB : Jerome Bernard
JE : Jan Eijkenaar

JH : Julius Holt
KS : Konate Sosthène
MG : Moussa Gueye
MT : Minielle Tall
NL : Naouar Labidi
NQ : Natasha Quist
SK : Sigrid Kühlke